

**ARRETE D'ABROGATION D'UNE DECLARATION PREALABLE
DÉLIVRÉ PAR LA MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

DOSSIER N° DP 062 386 25 00015

dossier déposé le 02/06/2025

de SAS LUMELIO - Madame Mélanie VALEMBOIS
313 Avenue du Général DE GAULLE
59553 CUINCY

pour L'installation de 9 panneaux photovoltaïques en toiture avant de l'habitation

sur un terrain sis 53 rue de LA NOUVELLE CALEDONIE
62160 GRENAY

La Maire,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu l'autorisation de déclaration préalable délivrée le 12/06/2025 à la SAS LUMELIO représentée par Madame Mélanie VALEMBOIS, 313 Avenue du Général DE GAULLE, 59553 CUINCY, pour l'installation de 9 panneaux photovoltaïques en toiture avant de l'habitation sise au 53 rue de La NOUVELLE CALEDONIE, 62160 GRENAY,

Vu le mandat donné le 16/05/2025 par Madame Charlotte ROUFFELAERS demeurant 53 rue de La NOUVELLE CALEDONIE à la SAS LUMELIO représentée par Madame Mélanie VALEMBOIS, pour la réalisation de travaux d'installation de 9 panneaux photovoltaïques en toiture avant de l'habitation

Vu la demande d'abrogation de l'arrêté de déclaration préalable n° 062 386 25 00015 sollicitée par Madame Charlotte ROUFFELAERS, demeurant 53 rue de La NOUVELLE CALEDONIE, 62160 GRENAY, en date du 20/06/2025,

ARRETE

Article unique : L'autorisation de déclaration préalable susvisée est abrogée.

Fait à GRENAY

Le 21/07/2025,

Date de notification : 22-07-2025

La Maire



Date de publication : 22-07-2025

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à votre égard.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-I et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.